

“Erika” : plus jamais quoi ?

188

Christian DE MITTELWIHR
directeur de recherches
au CNRS

Pourquoi cette hystérie collective pour rendre les plages propres ?

« Plus jamais ça ! » a mené quelques dizaines de milliers de citoyens à manifester et beaucoup d'autres pensent la même chose. Mais combien d'entre eux font le plein à la station service la moins chère, roulent avec du diesel, car le prix au litre est moins cher ? Tous font-ils vérifier tous les 6 mois le réglage du carburateur ? Peu importe, tous considèrent la catastrophe dite « écologique » de l'Erika comme inacceptable. Mais qui hurle à la catastrophe écologique ? Les maires à cause de leurs plages souillées, les offices du tourisme qui veulent leurs touristes dès le printemps tout comme les boutiques et hôtels, les mareyeurs, ostréiculteurs et pêcheurs qui veulent écouler leurs produits, les associations diverses, notamment pour les oiseaux mazoutés. Mais qu'en pensent les scientifiques ? J'en ai entendu un dénoncer les actions ravageuses de la horde des bonhommes en jaune avec leurs pelles, râteaux, bulldozers, seaux... une seule fois. Il a dû finir dans le « bac à mazout » ; même la ministre de l'Environnement a failli y atterrir. Alors, qu'est-ce, de nos jours, une catastrophe écologique ? Le déversement accidentel d'un produit naturel (100 % biodégradable, mais malheureusement pas avant la prochaine saison estivale !) ayant des conséquences économiques catastrophiques, une tempête exceptionnelle, phénomène naturel, ravageant des milliers d'hectares de forêts mais ayant des conséquences économiques catastrophiques, un feu de forêt en milieu méditerranéen, tout aussi naturel (même si la mise à feu peut être volontaire), souvent bénéfique écologiquement mais ayant des conséquences économiques catastrophiques, le développement naturel de l'algue *Caulerpa taxifolia* en Méditerranée après une introduction accidentelle ou par migration ? Bien sûr que non : ces phénomènes n'ont rien de catastrophique, ni d'écologique, simplement une implication économique. La vraie catastrophe écologique, c'est, par exemple, la destruction de la forêt amazonienne. Mais cela s'appelle exploitation et gestion de la forêt – tout comme l'usage des nitrates répandus par les agriculteurs s'appelle l'agriculture industrielle et moderne, comme l'accumulation de déchets et d'ordures... Mais que sont devenus les dizaines de rapports scientifiques sur les conséquences des marées noires, ni si catastrophiques, ni si noires ? Alors, pourquoi cette hystérie collective pour rendre les plages propres en les dénaturant écologiquement afin que quelques milliers de vacanciers consomment des centaines d'Erika pour passer quelques jours, surtout à dépenser de l'argent, sur des plages atlantiques ? « Plus jamais quoi » ? ■

RÉFORME N° 2862
17-23 FÉVRIER 2000

Faut-il doubler le prix des carburants ?

189

Christian DE MITTELWIHR

Si la France veut respecter l'engagement de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre...

L'annonce, au cours de ces derniers jours, de l'augmentation du prix du baril de pétrole devrait remettre en avant les interrogations sur l'avenir énergétique de l'humanité. Au plan mondial, deux types de scénarios ont été proposés pour les cinquante ans à venir. Celui du Conseil mondial de l'Energie aboutit au triplement de la consommation énergétique mondiale entre 1985 et 2060 et, malgré le progrès des énergies renouvelables, il y aura un recours accru aux ressources fossiles et au nucléaire. Le second scénario provient du Programme interdisciplinaire de recherche sur l'énergie et les matières premières du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) : la consommation n'est multipliée que par 1,6 et, si l'appel aux énergies renouvelables est similaire, la réduction joue sur les énergies fossiles et nucléaire, pour envisager de pouvoir s'en passer (du nucléaire) à l'aube du... XXII^e siècle ! En nous limitant à la seule France, trois scénarios – S1, S2 et S3 – ont été établis par le Commissariat général au Plan. Seul le dernier – S3 – prend réellement en compte l'environnement et permettra à la France de respecter l'engagement de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre sans avoir à mettre en jeu les permis d'émission. Mais, pour cela, il faudra avoir recours à un fort accroissement du prix des carburants (30 % pour l'essence et 80 % pour le gazole) entre 1990 et 2010. Il n'est donc pas étonnant que les pays développés qui accaparent déjà 70 % de l'énergie disponible, et en premier les Américains, vont tenter de s'opposer à cette augmentation. Or il s'avère qu'une énergie rare et chère incite à l'économie. Ainsi les Français, à niveau de vie quasi égal, consomment trois fois moins d'énergie que les Américains. Les arguments des pays riches pour s'y opposer ne manquent pas, bien qu'ils soient souvent démagogiques. Par exemple, ceux de nos pêcheurs et camionneurs : il est en effet plus facile de jouer le refus plutôt que d'avoir un comportement citoyen et envisager d'ajuster au mieux les dépenses face au défi de l'avenir énergétique de l'humanité. Saurons-nous faire une nouvelle révolution... culturelle et économique ? Elle sera fonction de la seule volonté citoyenne ■

→ Christian de Mittelwihr est directeur de recherches au CNRS

RÉFORME N° 2864
2-8 MARS 2000

Eau, oh !

190

Christian de MITTELWIHR

A la suite de la récente réunion du Conseil mondial de l'Eau.

Dans les 25 ans à venir, l'humanité va s'accroître de 3 milliards d'habitants, ce qui, selon le Conseil mondial de l'Eau qui s'est réuni la semaine dernière, se traduira par une augmentation des besoins en eau de 17 % pour l'agriculture, de 20 % pour l'industrie et de 70 % pour les besoins domestiques. Le problème ou plutôt la carence de l'eau va devenir tellement crucial, ou simplement vital, que les solutions pour le résoudre fument de partout, à penser que les idées (des rêves ?) sont plus faciles à émettre que de manier une calculatrice... En chiffres brefs : eau disponible = 15 000 km³/an, eau consommable = 12 500 km³/an mais seulement 10 000 sont facilement disponibles, eau actuellement utilisée = 7 400 km³/an qui se répartissent globalement en agriculture 65 %, industrie 22 % et besoins domestique et collectif 13 %. Chaque Français consomme 1 700 m³/an, dont moins de 5 % correspondent à son usage personnel et 30 % au maintien de l'écoulement de l'eau dans les rivières et fleuves jusqu'à la mer (pour ne pas répéter la catastrophe de la mer d'Aral). Dès lors, un litre d'eau de notre robinet n'est qu'une goutte de notre consommation réelle qui, elle, est faite au travers des produits que nous achetons, de la baguette de pain au kilo d'oranges. Economiser l'eau, comme toute autre ressource naturelle, se relève être du choix populaire et du comportement citoyen, moins pour la France elle-même que pour les produits agricoles et industriels que nous importons notamment des pays sous-développés. Car des études ont montré qu'à partir de 1 000 m³/an par habitant, une population est en pénurie chronique et soumise à un stress permanent, que les habitants de 50 pays disposent de moins de 600 m³/an, que 1,2 milliard de personnes n'ont pas un accès régulier à l'eau potable ! Et ne pensons pas que cela ne touche que les autres, car la réserve hydrique de l'Espagne est à 51 % de sa capacité et la situation, sans être alarmante, devient préoccupante. Alors, de l'eau pour combien ? Pour moins de 6 milliards d'habitants, mais nous sommes déjà au-delà ! Voulez-vous vraiment connaître la solution ? Une fois encore, notre démographie galopante et incontrôlée nous emmène vers un futur dont nous ne voulons toujours pas entrevoir la réalité. A se demander : jusqu'à quand allons-nous nous donner bonne conscience ? ■

→ Christian de Mittelwihr est directeur de recherche au CNRS.

RÉFORME N° 2869
6-12 AVRIL 2000